



Le très honorable Mark Carney
Premier ministre du Canada
80, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0A2

Le 9 janvier 2026

Monsieur le Premier ministre,

Nous vous adressons cette lettre ouverte à titre de membres de la *Coalition Canadienne pour les droits humains en Chine*¹, une coalition de dix organisations canadiennes vouées à faire en sorte que les droits de la personne occupent une place centrale dans la relation du Canada avec la Chine. Nos organisations membres œuvrent afin que le Canada prenne des mesures fortes et efficaces pour répondre aux violations généralisées des droits de la personne perpétrées par le gouvernement chinois, y compris par la répression transnationale exercée au Canada.

Nous vous écrivons à l'approche de votre prochain voyage en Chine. Ce déplacement vous offrira, à titre de premier ministre, l'occasion d'échanger avec le président chinois Xi Jinping, le premier ministre Li Qiang ainsi qu'avec d'autres hauts responsables chinois. Notre Coalition vous exhorte à profiter de cette occasion pour signaler clairement votre intention de placer les droits de la personne au cœur de la relation du Canada avec la Chine.

La relation du Canada avec la Chine constitue sans aucun doute l'une des priorités les plus cruciales de politique étrangère auxquelles vous êtes confronté en tant que premier ministre. Cette relation revêt une grande importance pour de nombreuses raisons, notamment sur les plans économique, sécuritaire et géopolitique. Par ailleurs, les nombreux défis et préoccupations liés au bilan de la Chine en matière de droits de la personne exigent une attention tout aussi sérieuse et réfléchie. Nous espérons donc qu'une stratégie globale sera élaborée afin de garantir que le renforcement de la protection des droits

¹ Cette lettre a été appuyée par les membres suivants de la Coalition Canadienne pour les droits humains en Chine : *Amnistie Internationale Canada (Francophone)*, le *Canada Tibet Committee*, le *Canada-Hong Kong Link*, le *Falun Dafa Association of Canada*, la *Federation for a Democratic China Canada*, le *Centre Raoul Wallenberg pour les droits de la personne (CRWDP)*, le *Toronto Association for Democracy in China*, le *Uyghur Rights Advocacy Project*, et le *Vancouver Society in Support of Democratic Movement*.

de la personne soit au cœur de cette relation et qu'il s'applique à l'ensemble des interactions entre le Canada et la Chine.

Nous croyons qu'il s'agit d'un moment charnière pour adopter une approche renouvelée des droits de la personne dans la relation Canada–Chine. Nos organisations ont documenté une intensification des violations des droits de la personne par le gouvernement chinois, y compris une campagne de répression accrue visant les défenseurs de la démocratie et des droits de la personne, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Chine, au cours des dernières années.

- Nous nous attendons à ce que vous affirmiez l'opposition ferme du Canada à la détention arbitraire du citoyen britannique et éditeur hongkongais **Jimmy Lai**, dont la famille se trouve au Canada, ainsi qu'à l'incarcération injuste du grand nombre d'autres militants prodémocratie de Hong Kong, dont **Chow Hang-tung**. Nous nous attendons également à ce que vous souleviez la question des primes offertes par le gouvernement de Hong Kong à l'encontre du Canadien **Joe Tay** et d'autres personnes se trouvant au Canada.
- Nous vous exhortons à préciser clairement que la détention continue du Canadien ouïghour **Huseyin Celil**, fondée sur de fausses accusations, demeure inacceptable pour le Canada et que ce citoyen canadien doit être libéré sans condition. Les autorités canadiennes doivent se voir accorder un accès consulaire immédiat et sans entrave à M. Celil, dont le sort et le lieu de détention sont inconnus depuis huit ans.
- Nous vous pressons de réitérer la position du Parlement selon laquelle **l'incarcération extrajudiciaire de millions d'Ouïghours** en Chine équivaut à un génocide au sens de la Convention des Nations Unies, ratifiée par le Canada et par la Chine.
- Nous vous demandons de soulever le cas du militant prodémocratie **Dr Wang Bingzhang**, dont plusieurs membres de la famille immédiate sont des citoyens canadiens.
- Au moins dix Canadiens ont des proches membres de leur famille qui sont des **pratiquants de Falun Gong** actuellement emprisonnés en Chine à la suite de procès-spectacles et de témoignages faisant état de torture. Nous vous exhortons à exiger la libération de tous les pratiquants de Falun Gong injustement incarcérés.
- La détention et la disparition de chefs religieux en Chine sans aucune accusation valable constituent un autre sujet de grave préoccupation que nous vous demandons de soulever. En particulier, vous devriez demander la libération du **chef bouddhiste tibétain, le Panchen Lama**, ainsi que du grand nombre de **pasteurs chrétiens** à travers la Chine qui ont récemment été arrachés à leurs familles et à leurs congrégations.
- **La torture** demeure répandue et systématique dans le pays. Nous vous exhortons à souligner l'insistance du Canada afin que la Chine donne suite aux nombreuses recommandations formulées par les experts et organes des Nations Unies en matière de droits de la personne, ainsi que par les organisations internationales de défense des droits de la personne, et mette fin à ces pratiques tout en les prévenant.
- La Chine continue de consacrer des ressources considérables à des **opérations d'influence et de harcèlement au Canada**, notamment à l'encontre de membres de la *Coalition Canadienne pour*

les droits humains en Chine. Nous vous implorons d'indiquer clairement que ces agissements doivent cesser et que **les diplomates chinois au Canada qui supervisent ces activités illégales** seront expulsés.

Au fil des ans, le Canada a adopté diverses approches pour soulever la question des droits de la personne auprès de la Chine, allant de critiques ouvertes à certaines périodes à une abstention de critiques à l'ONU à d'autres moments, en passant par des discussions à huis clos, des prises de position publiques occasionnelles, et trop souvent, la priorisation du commerce et de l'investissement au détriment des droits de la personne dans notre relation bilatérale et multilatérale.

Ces approches ont généralement semblé ponctuelles et mal coordonnées et, malgré les diverses démarches entreprises, de très graves préoccupations ont persisté. En fait, selon l'évaluation de nombreux experts, la situation des droits de la personne en Chine s'est nettement détériorée.

Ce qui a fait défaut, c'est une stratégie globale garantissant que les droits de la personne occupent une place de premier plan dans l'ensemble de la relation du Canada avec la Chine, au-delà des échanges laissés à un petit nombre de fonctionnaires spécifiquement chargés du suivi de ces questions.

Nous espérons sincèrement que vous profiterez de vos prochains échanges avec le président Xi Jinping pour mettre en place cette stratégie globale en matière de droits de la personne, attendue depuis trop longtemps.

Il y a beaucoup à apprendre de l'inattention dont le Canada a fait preuve à l'égard des droits de la personne dans sa relation avec la Chine au cours des dernières décennies. Il est essentiel que ces erreurs ne se répètent pas. Sous votre leadership, le Canada doit placer les droits de la personne au premier plan. C'est là la seule voie véritablement pragmatique à suivre.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de nos salutations distinguées,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Cheuk Kwan', with a stylized, flowing script.

Cheuk Kwan
Co-président, *Toronto Association for Democracy in China*
Au nom de la *Coalition Canadienne pour les droits humains en Chine*

c.c. : L'honorable Anita Anand, ministre des Affaires étrangères